



Paris, le 3 août 2012

FORCE OUVRIÈRE rencontre la nouvelle Ministre Delphine BATHO ... dans le sillage de la RGPP !

Il aura fallu que la FEETS-FO interpelle publiquement la nouvelle Ministre, la semaine dernière, pour être enfin reçue.

Delphine BATHO avait en fait bien peu de choses à nous dire, sauf ce que son Cabinet avait, de son côté, « oublié » de nous apprendre...

Les points soulevés par FO :

Thème récurrent dans ce contexte :

Où est le changement dans les pratiques de l'administration (à l'exemple de l'agenda social qui planifie la poursuite de la RGPP : restructurations, déconcentration de la gestion, individualisation des rémunérations...)?

Où est le changement dans l'évolution des moyens (la presse annonçant la suppression de 1300 emplois pour l'an prochain aux MEDDE/METL quand, côté budgétaire, de nouvelles coupes - de 15% sur les trois prochaines années - ont déjà été avouées) ?

Où est le changement en matière d'avenir : la décentralisation s'annonçant maintenant parallèlement à la RéATE ?

Où est le changement sur les « coups pas encore partis » (fusions de corps, statut du CEREMA) ou toujours éludés (risques psychosociaux, accidentologie alarmante notamment dans les DIR...)?

Réponses de la Ministre :

La Ministre a expliqué dans un premier temps que s'il nous a fallu attendre près d'un mois et demi pour cette première audience, c'est parce qu'elle a hérité de dossiers épineux à traiter urgemment. Mais quels sont-ils ?

La Ministre n'a donné aucun signe de changement. Bien au contraire, **nous apprendrons qu'elle venait de conclure une mesure RGPP en signant les décrets de fusions (corps de B techniques et administratifs)**, ce dont elle ne se rappelait même plus : c'est sa directrice-adjointe de Cabinet qui le lui rappellera !!!

La Ministre apparaîtra dès lors en difficulté,

cherchant à se défaire sur son administration (personne ne lui avait indiqué que ces fusions étaient fortement contestées (sic !) et que ça n'empêchait pas un classement rapide dans le NES...). Elle reportera ensuite la responsabilité sur son ministre délégué, Frédéric CUVILLIER (chargé du dossier des contrôleurs des transports terrestres). Elle évoquera enfin les difficultés qu'elle rencontre... en raison du mauvais fonctionnement de son service du courrier (qui expliquerait qu'elle n'ait eu connaissance d'aucun des courriers que nous lui avons adressés...).

Premier changement annoncé, donc : une nouvelle réorganisation (de son service du courrier...).

Mais un autre s'engagera sûrement avant : dès qu'elle aura reçu la lettre de cadrage que le Premier ministre lui a adressé la veille -le 2 août- ... et dont elle ne nous a pas dit un mot !

Mais peut-être ne l'a-t-elle pas encore reçue ?!

Conclusion :

Ce premier contact nous laisse plein d'inquiétudes pour la suite, aucune réponse précise ne nous ayant été apportée...

Quid des conditions de l'« épisation » de VNF si le projet Seine-Nord-Europe est remis en cause ?

Quid de l'avenir des services de l'administration centrale (qu'elle semble avoir en ligne de mire), des services déconcentrés (inter-)ministériels, ou encore du CEREMA et, plus généralement, du RST si la RGPP et la RéATE devaient se poursuivre ainsi et se croiser, désormais, avec une troisième vague de décentralisation ?

Il est clair que si les personnels veulent le changement, ils devront l'imposer...

... et maintenant !!!